

L'examen du mécanisme monétaire révèle que le contrôle et l'émission de la monnaie sont entre les mains d'un monopole privé, très centralisé.

C'est un défaut, car la base de tout crédit financier est le crédit réel, et ce crédit réel appartient au peuple, c'est-à-dire à la capacité de l'agriculture, de l'industrie et du transport de livrer les biens où et quand ils sont requis. Ce crédit réel est essentiellement communal, puisqu'il ne peut exister sans une société organisée, sans une industrie qui fonctionne, sans un public qui consomme, et un gouvernement qui assure la permanence de l'ordre. La fin poursuivie dans la «monétisation» du crédit social, du crédit de la société, influence les droits des individus et leurs rapports mutuels. Le contrôle de cette fin par les particuliers représente de leur part une usurpation de la fonction de l'État et, de la part du gouvernement qui cède cette fonction ou néglige de la reprendre, une trahison de son mandat, et l'asservissement de ses administrés à la volonté et aux caprices de quelques tyrans.

Voici ce que disait, il y a quelques années, M. Charlie Chaplin, qui avait tout de même du cœur et une intelligence pour réfléchir sur les problèmes de l'humanité. Je vais le citer pour que l'on constate combien peu les choses ont changé et combien nous avons raison, aujourd'hui, de répéter ce qu'il a dit, et d'essayer de rajuster notre tir afin de permettre à la personne humaine de jouir de la liberté dans la morale et la démocratie. M. Chaplin disait ce qui suit, et je cite:

Nous voulons nous aider les uns les autres. Les êtres humains sont faits comme cela. Nous voulons vivre du bonheur les uns des autres... non pas de la misère les uns des autres. Nous ne voulons pas nous haïr et nous mépriser les uns les autres. Il y a place pour tout le monde sur cette terre. La bonne planète est riche et peut pourvoir aux besoins de tous. Le chemin de la vie peut être libre et beau, mais nous avons perdu la route.

Le gouvernement désire des solutions aux problèmes auxquels il doit faire face. Nous lui proposons ces solutions. Le gouvernement veut des conseils, le gouvernement veut des suggestions, nous lui proposons les solutions du Crédit social.

Premièrement: Le gouvernement veut résoudre le problème des prix et des coûts, qui sont disproportionnés au pouvoir d'achat. Nous lui proposons un moyen de réaliser l'équilibre entre les prix et les coûts, de façon à obtenir un pouvoir d'achat parfait, savoir, l'escompte compensé.

Deuxièmement: Le gouvernement se demande ensuite où prendre l'argent pour que tous les Canadiens jouissent d'un revenu minimum garanti, qui les mettrait à l'abri de la misère. Le Ralliement créditiste propose l'établissement d'un dividende national.

Troisièmement: Le gouvernement désire des solutions pour relancer l'économie en vue de financer la production, pour remettre les usines en marche, pour créer des produits nouveaux, pour assurer que l'économie canadienne restera la propriété des Canadiens. Le Ralliement créditiste offre une solution.

Quatrièmement: Le gouvernement se demande où prendre l'argent pour financer le développement et l'équipement social du pays, des provinces et des municipalités. Le Ralliement créditiste propose une solution.

Ce sont ces solutions que d'autres députés du Ralliement créditiste viendront exposer à la Chambre, si l'occasion leur en est fournie, et si cette journée d'opposition [M. Lambert (Bellechasse).]

est véritablement ce qu'elle doit être, selon l'esprit et la lettre du Règlement, c'est-à-dire une journée du Ralliement créditiste.

• (3.50 p.m.)

[Traduction]

M. Cliff Downey (Battle-River): Monsieur l'Orateur, on a toujours plaisir à prendre la parole après l'honorable député de Bellechasse (M. Lambert). J'ai pour lui un grand respect mais je ne peux malheureusement pas partager le point de vue qu'il défend. Je siège à ses côtés et il dégage une telle puissance oratoire que ses ondes sonores détraquent souvent mon appareil d'interprétation simultanée; qu'il m'excuse donc si je n'ai pas saisi la totalité de ses propos.

En parcourant le compte rendu, je vois que le parti libéral, aujourd'hui au pouvoir, prônait jadis un régime de monnaie libérée de toute dette. Laissez-moi vous lire un passage des débats du 5 novembre 1962, comme en témoigne la page 1363 du compte rendu de cette année-là:

Qu'il soit ajouté au texte de l'amendement ce qui suit: «en le remplaçant par un régime de monnaie libérée de toute dette et par des propositions réalistes propres à favoriser l'équilibre de notre économie domestique et de notre commerce international.»

Il est intéressant de rappeler que tous les spécialistes actuels de la finance au sein du gouvernement ont appuyé le sous-amendement. Il y avait M. Benson, actuel ministre des Finances; M. Gray, actuel ministre du Revenu national; le président de notre comité des finances, M. Clermont, et je pourrais continuer à les énumérer. Il y avait aussi M. Badanai, M. Beer, M. Drury, M. Dubé, M. Hellyer, M. Honey, M. Lachance, M. Laing, M. Macdonald (Rosedale), M. McNulty, M. Otto, M. Munro, M. Whelan et M. Turner. Tous ces députés ont voté en faveur de la monnaie libre de dette. Cette politique aurait pu leur causer des ennuis, mais elle n'aurait pu leur en causer davantage que leur propre politique.

Je voudrais vous citer un article du numéro du 15 mars de la revue *Financial Times*, rédigé par MM. Bogdan Kipling et Bruce Little et intitulé: *The Painful Problem of Canada's Too-Strong Dollar*. Les auteurs y identifient les problèmes financiers qui confrontent le gouvernement:

Le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque du Canada peuvent laisser le dollar dépasser la valeur du dollar américain—et atteindre jusqu'à \$1.05—et compromettre gravement certaines des industries les plus sensibles du Canada, ou ils peuvent choisir un des quelques moyens dangereux qui s'offrent pour le contenir.

L'une ou l'autre méthode aura de graves incidences sur les politiques économiques à long terme du Canada.

Suit la liste des possibilités. Les auteurs parlent des «malheurs des associés commerciaux du Canada»; ils disent qu'il semble y avoir surabondance de richesses à cause de notre dollar à la hausse. A leur avis, c'est la cause de bien des problèmes.

Avec le temps, ce pourrait fort bien être la valeur du dollar canadien, et non pas le prix de revient de nos produits, qui chasse nos produits d'exportation des marchés internationaux.

Puis, ils ajoutent:

Certains spécialistes du gouvernement craignent que le taux de change élevé n'entraîne d'ici un mois ou deux, de nombreuses mises à pied...